

Zeitschrift:	Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	41 (1991)
Heft:	3
Artikel:	Débats actuels sur le développement : la contribution de l'histoire
Autor:	Etemad, Bouda
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-81065

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DÉBATS ACTUELS SUR LE DÉVELOPPEMENT: LA CONTRIBUTION DE L'HISTOIRE

Par BOUDA ETEMAD

Quelque quarante ans après sa naissance, l'économie du développement traverse aujourd'hui la plus grave crise de sa jeune histoire dans le climat particulier de discrédit des idéologies qui marque les années 1980. A des degrés divers, les trois ouvrages¹ qui font l'objet de ce bulletin critique illustrent la phase actuelle de désillusion et de déenchantement, propice aux remises en question, aux confections de bilans, aux interrogations et à l'émergence de nouvelles voies de réflexion.

Ainsi, le manuel de l'économiste J. Brasseul fait le point sur les causes du sous-développement et les principales théories du développement. H. W. Arndt, en historien de la pensée économique, tente de déceler les valeurs contenues dans les objectifs assignés aux stratégies de développement; son étude est avant tout une analyse des perceptions. Quant aux deux historiens économistes P. Dockès et B. Rosier, ils procèdent à un réexamen critique de fragments de l'histoire du développement et de la croissance dans le but de dégager des approches alternatives.

Le malaise actuel provient évidemment de l'échec des politiques de développement inspirées ou recommandées jusqu'à présent par les spécialistes de tous bords. Plus précisément, les décalages des théories du développement face à des réalités qui se dérobent ont provoqué un éclatement de la connaissance du tiers monde. L'accent est désormais mis plus sur les différences que sur les convergences entre sociétés «en voie de développement». D'un tiers monde identifié à un bloc homogène on est passé aux tiers mondes, afin de mieux rendre compte des divergences nationales et régionales de plus en plus grandes entre niveaux de développement et options politiques.

La prise de conscience de cette diversité brouille passablement les cartes. Tant que prévalait l'idée d'un tiers monde monolithique, les recettes universelles pouvaient faire illusion. Mais face à l'hétérogénéité des situations, il faut réactiver la recherche pour tenir compte tant de la spécificité de cas particuliers que de la multiplicité des aspects du développement; aspects non plus seulement économique et technique, mais aussi social, politique et culturel. G. Myrdal relevait déjà il y a une vingtaine d'années que les «économistes sont généreux quand ils font des réserves d'ordre général sur les facteurs <non économiques> sans cependant laisser ce fait modifier leur appréhension du problème»². Le temps semble venu pour beaucoup de rendre pleinement à l'économie du développement l'un de ses signes distinctifs originels, à savoir sa vocation pluridisciplinaire.

1 JACQUES BRASSEUL, *Introduction à l'économie du développement*. Paris, Armand Colin, 1989. 191 p. (coll. cursus). ISBN 2-200-33040-5. HEINZ WOLFGANG ARNDT, *Economic Development. The History of an Idea*. Chicago, The University of Chicago Press, 1987. 217 p. ISBN 0-226-02722-8. PIERRE DOCKÈS, BERNARD ROSIER, *L'histoire ambiguë. Croissance et développement en question*. Paris, PUF, 1988 (coll. Économie en Liberté). 335 p. ISBN 2-13-041832-5.

2 G. MYRDAL, *Le drame de l'Asie*. Paris, Ed. du Seuil, 1976, p. 23.

Pour apprécier comment s'est opéré ce renversement de tendance, les quatre auteurs nous invitent à faire un voyage dans le passé. Ils rappellent que les origines de l'économie du développement ne doivent pas être cherchées du côté des écoles néo-classique et keynésienne qui, essentiellement tournées vers l'analyse statique et l'étude des fluctuations économiques à court terme, ont relégué à l'arrière-plan l'étude du développement. Les deux courants déterminants de ce point de vue seraient plutôt l'école historique allemande et la pensée de K. Marx qui, elles, ont privilégié l'étude de l'évolution économique pour en déterminer les mécanismes et les stades. H. W. Arndt³ retrace l'évolution du terme «développement» depuis le XIX^e siècle, en soulignant qu'avant l'entre-deux-guerres il est pris dans un sens passif, dans la mesure où jusqu'à cette date la préoccupation dominante est de dégager des lois de l'évolution économique. Avec l'émergence de plans de «développement colonial», conçus par l'Angleterre et la France pour certains territoires de leur empire dans les années 1920 et 1930, le terme s'imprègne d'un sens actif. La question est désormais: quelles recettes élaborer pour assurer avec succès des changements dans des milieux «attardés»?

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'économie du développement va être «fortement marquée par l'ambiance des années de la guerre froide et de la décolonisation, par l'ethnocentrisme occidental et la naissance des Etats souverains du tiers monde à la recherche de 'bons conseils'»⁴. L'économie du développement va dès ce moment, pour le meilleur et pour le pire, se démarquer des autres branches de la science économique par son aspect plus normatif que positif: par son objet même, il s'agit de conseiller le prince sur les politiques à suivre (Brasseul, p. 28).

Dans les années 1950, l'analyse du développement progresse en Occident dans un relatif optimisme quant aux possibilités de croissance des pays pauvres. Il est vrai que pour l'école libérale ou néo-classique, le sous-développement ne serait qu'un retard. Autrement dit, les pays sous-développés se trouveraient à un stade antérieur de l'évolution connue par les pays actuellement industrialisés. Selon la théorie de la croissance transmise – ou des avantages comparatifs, les régions «attardées» pourraient réussir leur transition vers le développement par une forte insertion de leur économie dans le marché mondial. Dans ce cadre de pensée, l'accent est également mis sur la formation du capital et l'assistance technique.

Puisque dans les pays riches l'investissement en capitaux et l'innovation technique sont en corrélation avec l'élévation du revenu, la tentation était forte de donner à cette «recette» une portée universelle. Comme le relève J. K. Galbraith⁵, le diagnostic porté sur les causes de la pauvreté s'inspirait alors uniquement des remèdes à disposition: les pays riches étaient en effet abondamment pourvus en capitaux et en compétence technique. Durant cette première phase euphorique, correspondant en Europe à la rapide reprise économique d'après-guerre, le développement est assimilé simplement à la croissance du revenu par habitant.

Le courant «développementaliste», né également dans les années 1950, se démarque de la vision libérale en optant pour une approche qui ne réduit pas le sous-développement à une étape d'une évolution linéaire, mais le conçoit comme le produit d'une histoire spécifique. Ce courant de type réformiste insiste sur le caractère asymétrique,

3 Voir également son article «Economic Development: A Semantic History» in *Economic Development and Cultural Change*, vol. 29, N° 3, avril 1981, pp. 457–466.

4 N. PAKDAMAN, «Crise de l'économie du développement?» in C. COQUERY-VIDROVITCH, D. HEMERY, J. PIEL, éds, *Pour une histoire du développement. Etats, sociétés, développement*. Paris, L'Harmattan, 1988 (pp. 207–230), p. 213. Cité ci-après: *Pour une histoire du développement*.

5 J. K. GALBRAITH, *Théorie de la pauvreté de masse*. Paris, Gallimard, 1980, pp. 52–54.

désarticulé des *structures* économiques des pays du tiers monde. Dans ces conditions, seules des stratégies de développement engagées par l'Etat, avec l'objectif d'instaurer un «développement autocentré», seraient en mesure de briser le « cercle vicieux de la pauvreté».

Selon les tenants de cette école (A. O. Hirschman, F. Perroux, G. Myrdal, R. Prebisch), l'interventionnisme étatique constituerait un moyen de neutraliser les effets pervers du marché mondial⁶. Leur perception du développement, plus fine que celle des néo-classiques uniquement confinée à l'efficacité technique et à la performance économique, annonce des préoccupations qui marqueront la littérature de la fin des années 1960. Prédomine alors le souci de concilier les impératifs de la croissance et de nouveaux objectifs du développement: meilleure répartition des revenus, satisfaction des besoins élémentaires (nourriture, santé, éducation). Cette vision, qui continue aujourd'hui à inspirer des actions sur le terrain, voudrait conjuguer effort de développement avec justice distributive.

Ces deux courants vont être soumis aux feux d'une critique radicale à partir des années 1960. A l'optimisme et au réformisme succède le pessimisme d'un «tiers-mondisme», selon lequel le sous-développement serait le produit de la domination des pays développés, ce qui rend tout rattrapage impossible. Les théories de la «dépendance» (élaborées notamment par A. G. Frank, A. Emmanuel, S. Amin) sont nées des résultats décevants des politiques de développement lancées par les pays nouvellement indépendants. Dans les pays industrialisés, la montée de la contestation sociale et les retombées de la guerre du Vietnam ébranlent les convictions sur le bien-fondé du système de valeurs inscrit dans le modèle de croissance à l'occidentale. Puisque les rapports de dépendance et de domination entretiennent et même élargissent le sous-développement, ces auteurs – qualifiés parfois de néo-marxistes – préconisent une rupture avec le marché mondial, préalable nécessaire selon eux à la création d'une «dynamique interne».

Aucun de ces trois courants de pensée – qui soit dit en passant ne rejettent pas l'idée de progrès matériel – n'a pu en fin de compte résister à ce que A. O. Hirschman appelle les «désastres du développement»⁷. Ces désastres ont déferlé à partir de la fin des années 1960 sur de nombreux pays du tiers-monde et sont liés aux réactions violentes au changement, au développement, à la «modernisation». Les mesures destinées à favoriser la croissance économique, plutôt que d'entraîner d'heureux effets dans les domaines social, politique, culturel, «sont souvent à l'origine d'une suite d'événements qui se traduisent par de graves régressions ... – jusque et y compris la suppression ... des libertés civiques et des droits les plus élémentaires de la personne humaine»⁸. Relevons que pour les adversaires des thèses dépendantistes, c'est la stratégie dite de rupture avec la logique de capitalisme qui, en aboutissant à des pratiques désastreuses de régimes despotes prétendument socialistes, aurait entraîné cette déroute.

Si, comme il est généralement admis aujourd'hui, l'économie du développement n'est pas de taille à terrasser le dragon de l'«arriération» à elle seule, quelles sont les voies susceptibles de débloquer l'impasse conceptuelle présente des théories et des pratiques de développement?

6 Pour un examen critique des approches et des recommandations du courant «développementaliste», voir G. M. MEIER et D. SEERS, éds, *Pioneers in Development*. Oxford, Oxford University Press, 1984.

7 A. O. HIRSCHMAN, «Grandeur et décadence de l'économie du développement», in *Annales E.S.C.*, 36^e année, N° 5, septembre–octobre 1981 (pp. 725–744), p. 739.

8 *Ibid.*

Une première démarche, tournant le dos aux analyses générales, consiste à rechercher des stratégies adaptées aux situations spécifiques de chaque région. Dans cette optique, le choix du type de développement et des technologies tend à s'effectuer avec les populations concernées.

Une autre s'attache à dénoncer l'absence de fondements historiques des stratégies de développement actuellement mises en œuvre. L'une des raisons de la si faible prise sur la réalité du discours contemporain sur le développement serait son «défaut d'historicité». Pour tenter de combler cette lacune, certains historiens se proposent par exemple d'étudier la manière dont les sociétés du tiers monde ont dans le passé relevé des défis similaires à ceux d'aujourd'hui⁹. A cet égard, l'histoire devrait permettre de retrouver des alternatives et des solutions qui, à un moment donné, étaient possibles, mais qui, si elles ont finalement échoué, ne sont pas mortes sans laisser de traces (P. Dockès et B. Rosier, pp. 210–220). Ce qui devrait inciter les économistes et les politiques qui isolent les seules tendances qui ont triomphé – en les érigéant en lois de développement – à se départir d'une vision univoque et universelle.

Pour P. Dockès et B. Rosier (p. 11), le recours à l'histoire longue permettrait aussi de mettre en évidence un facteur de développement essentiel, la liberté – sous ses formes diverses: liberté personnelle, démocratie, autonomie économique et sociale tant individuelle que collective. Car les «diverses formes de despotisme sont, à la longue, économiquement catastrophiques et socialement insoutenables».

En insistant par ailleurs sur le rôle des mentalités dans la genèse du capitalisme occidental et extrême-oriental, les historiens réhabilitent un facteur longtemps méprisé par les économistes du développement: «faire l'impasse sur le culturel comme sur le politique interdit de comprendre quoi que ce soit aussi bien aux réussites qu'aux échecs des stratégies de développement suivies» (P. Dockès et B. Rosier, p. 8).

Insister sur le rôle des mentalités porte d'ailleurs à un certain pessimisme, dans la mesure où elles n'évoluent que très lentement. Des auteurs tels que J. S. Furnivall, J. H. Boeke ou S. H. Frankel – spécialistes respectivement de la Birmanie, des Indes néerlandaises et de l'Afrique coloniale – avaient les premiers insisté dans les années 1930 sur les obstacles au développement à l'occidentale. Obstacles représentées par l'héritage culturel et social différent des civilisations asiatiques et africaines. Ces sceptiques, comme les appelle H. W. Arndt (pp. 27–29 et 149–154), croyaient en la nécessité pour les régions pauvres de «se développer» mais avertissaient que ce serait inévitablement un processus très lent. Leur message aura mis un demi-siècle à être considéré comme autre chose que des lamentations de coloniaux conservateurs.

Une autre idée sur laquelle l'histoire peut attirer l'attention des stratégies du développement est que la genèse et la pénétration du capitalisme (ou de tout autre système productif) se sont faites dans un combat aux multiples aspects. «Toujours ont existé des contre-sociétés, des fractions irréductibles du social, des résidus de formes archaïques» (P. Dockès et B. Rosier, p. 16). Ces survivances ne sont pas des obstacles au développement. C'est au contraire de leur côté qu'il faudrait chercher les possibilités de solutions alternatives¹⁰. La diversité reconnue, voire recherchée, nourrit l'évolution. Alors que les idéologies totalitaires et uniformisatrices sont destructrices.

Enfin, la dernière réflexion en cours qu'il convient de considérer est celle qui s'attache à faire l'histoire du concept de développement. Comment les sociétés non occidentales ont reçu et interprété le message du développement? Si le concept de développement est présent dans ces mondes différents – ce dont certains doutent – sous

9 Voir l'avant-propos à *Pour une histoire du développement*, notamment pp. 10–19.

10 Sur ce point, voir également S. LATOUCHE, *Faut-il refuser le développement?* Paris, PUF, 1986.

quelles formes et dans quel contexte a-t-il existé?¹¹ Cette réflexion rejoint celles sur ce que devrait être un développement adéquat à son objet. Elles débouchent sur des plaidoyers pour l'invention de solutions neuves, de nouveaux cheminements. Porteur d'espoirs, le défi reste difficile à relever: «car, il s'agit, dans le même temps, de se mouler dans un environnement contraignant voire hostile et de créer du nouveau, de respecter les pratiques sociales, techniques et économiques, portées par les cultures des peuples, et de les bouleverser pour faire reculer la pauvreté et l'exploitation» (P. Dockès et B. Rosier, p. 291).

On retiendra, en guise de conclusions à ces débats, l'avis autorisé de A. W. Lewis¹² qui, sans nier l'amertume que provoquent les échecs des expériences de développement, constate que «si l'opposition et la dispute sont les indices de l'activité intellectuelle, notre sujet (c'est-à-dire l'économie du développement) semble suffisamment conflictuel». Quant à J. Brasseul (p. 178), il ne s'étonne pas que le changement social, qui affecte actuellement des milliards d'êtres humains aux cultures différentes, s'accompagne de convulsions et de violences. Le XIX^e siècle européen témoigne en effet que le processus du développement n'est pas un long fleuve tranquille.

11 Cette recherche rejoint celle de certains auteurs qui, plutôt que de s'étonner du «non-développement» d'une grande partie de la planète, s'interrogent sur le caractère exceptionnel du «miracle» occidental. Voir notamment E. L. JONES, *The European Miracle*. Cambridge et Londres, Cambridge University Press, 1985. J. BAECHLER, J. A. HALL, M. MANN, éds, *Europe and the Rise of Capitalism*. Oxford et New York, Basil Blackwell, 1989.

12 A. W. LEWIS, «The State of Development Theory», in *American Economic Journal*, vol. 74, 1984, pp. 1-10.